

n'a-t-elle pas droit à une partie de ces dépenses et de ces nouveaux emplois?

Laissez-moi vous donner un aperçu des conséquences économiques pour Summerside et l'Île-du-Prince-Édouard: 1 304 emplois perdus directement et 1 730 emplois perdus dans le secteur privé, soit 3 034 emplois en tout, 5,39 p. 100 du nombre total d'emplois dans la province.

De plus, 5 500 personnes dépendent directement d'emplois sur la base, soit 34 p. 100 de toute la population de la région de Summerside. Des salaires et des dépenses de plus de 50 millions de dollars disparaîtront. La fermeture de la base réduira d'au moins 33 p. 100 le revenu total de la région de Summerside. Autrement dit, un dollar sur trois s'envolera.

St. Eleanors perdra 40 p. 100 de ses recettes fiscales et la province, 20 millions de dollars sur un budget de 167 millions, soit un huitième de son budget total. Voilà pour les répercussions économiques. Les conséquences sociales seraient aussi catastrophiques.

Bien des questions restent sans réponse. Qui surveille-  
ra les pêches? Où iront la recherche et le sauvetage? L'Île-du-Prince-Édouard perdra-t-elle le service d'évacuations sanitaires? L'Île a-t-elle un droit constitutionnel à une base militaire? Qu'arrivera-t-il en cas d'urgence environnementale et qui surveillera les trafiquants de drogue sur la côte est?

La province ne peut certainement pas se permettre de perdre sa base des Forces canadiennes. Vous conviendrez sans doute que le prix qu'on nous demande de payer est trop élevé.

On oublie souvent que l'Île-du-Prince-Édouard est une très petite province où les plus petites modifications en matière de politiques gouvernementales ont d'énormes répercussions.

Prenons, par exemple, les changements apportés au système de l'assurance-chômage. Nos principales industries, l'agriculture, la pêche et le tourisme, qui emploient la majorité de notre population, sont des activités saisonnières. Il est impossible de pêcher le homard de décembre à avril parce que le golfe est plein de glace. Les pêcheurs sont donc sans travail pour les mois d'hiver. Ils vivent de l'assurance-chômage.

### *L'ajournement*

Et pourtant, avec les changements apportés au système actuel, les répercussions négatives seront de l'ordre de 10,3 p. 100 sur l'île, soit le double de la moyenne nationale de 5,6 p. 100, et plus du double de celle des provinces de l'Atlantique établi à 4,7 p. 100.

La fermeture de la base de Summerside est inadmissible.

• (1815)

**M. Jean-Guy Hudon (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, aujourd'hui, on demande à tous les Canadiens de faire des sacrifices pour lutter contre notre dette énorme qui ne cesse de croître. Le ministère de la Défense nationale n'a pas été épargné; en fait, on lui a demandé de réduire ses dépenses.

Je voudrais rappeler au député que l'objectif premier des dépenses au chapitre de la défense est de veiller à la sécurité nationale et de protéger la souveraineté du pays. Pour atteindre cet objectif en période de compressions budgétaires, il nous a fallu prendre des décisions très difficiles. Nous fermerons sept bases et postes militaires et réduirons la taille de sept autres. Personne n'aime fermer des bases militaires. Je peux garantir au député que la décision de fermer la base militaire de Summerside n'a pas été prise à la légère.

La plupart des avions de repérage du Canada, ainsi qu'un escadron de recherches et de sauvetage, se trouvent à la base des forces canadiennes de Summerside. Ces avions de repérage ont maintenant 30 ans. Leur entretien est devenu extrêmement coûteux et difficile.

D'ici 1992, dans seulement trois ans, il faudra remotoriser ces appareils si nous voulons qu'ils continuent de voler. De plus, il sera de plus en plus difficile de se procurer le carburant qu'ils consomment. En d'autres mots, les appareils seront devenus désuets.

Pour toutes ces raisons, et à cause des compressions budgétaires, nous avons décidé de mettre les avions de repérage au rancart, ce qui fait que la base de Summerside ne servant plus à rien, il a bien fallu la fermer.

Grâce à notre programme d'adaptation de la main-d'oeuvre, les employés civils qui travaillent actuellement à la base de Summerside obtiendront de l'aide pour se trouver un nouvel emploi. Que le député soit assuré que nous accorderons à ces employés des avantages extrêmement généreux.

Hier, à la Chambre, la ministre associée de la Défense nationale (M<sup>me</sup> Collins) a déclaré que le militaire n'est